

## La vie des princes d'Espagne à Valençay

***D'après les archives de la Police Générale (1808 - 1814)***

***Conférence donnée par Madame Nicole Gotteri à Valençay lors de la manifestation organisée, le 17 mai 2003, à l'occasion du Bicentenaire de l'acquisition du château de Valençay par Talleyrand en mai 1803, et sous son entière responsabilité***

Le 17 mars 1814, le prince de Bénévent écrivait à sa chère amie, la duchesse de Courlande, mère de Dorothee, future duchesse de Dino. Il l'informait que les princes d'Espagne avaient définitivement quitté, le 13 mars, le château de Valençay qu'ils laissaient d'ailleurs dans un état déplorable. Cette remarque rappelle les propos de Faget de Baure, rapporteur du conseil contentieux de la Maison de l'Empereur, sur la nécessaire réfection des appartements qu'avaient occupés au château de Compiègne le roi d'Espagne Charles IV et sa suite : « Il y a eu une très grande dégradation dans la peinture des lambris et la mise en couleur des planchers et des parquets. Chacun des gens de la suite faisait sa cuisine dans sa chambre et d'autres établissaient leur pot au feu dans les corridors ». Ainsi, le principal responsable de l'effondrement de la France en 1814-1815, l'empereur Napoléon, et celui qui l'inspira sans cesser de le trahir, l'ancien évêque d'Autun, se retrouvaient-ils, à des années de distance, débarrassés d'hôtes, certes encombrants et peu soigneux de leur environnement, mais qu'on n'aurait cependant jamais dû arracher à leur trône et à leur pays d'une façon à la fois honteuse et criminelle.

Car si Talleyrand n'est pas directement responsable de ce qu'on appela le « guet-apens » de Bayonne, du printemps de 1808, il est, contrairement à ce qu'il a mensongèrement prétendu après la chute de Napoléon, dans ses Mémoires comme dans ses propos, l'inspirateur central de l'ouverture de la question d'Espagne qui devait avoir des conséquences si tragiques pour la France.

Dès l'automne de 1806, en effet, après avoir saisi à Potsdam les preuves écrites de la trahison de Godoy qui s'apprêtait à attaquer la France dans le dos dès la première bataille perdue, Napoléon avait entretenu Talleyrand de l'Espagne ; il continuera de le faire à Varsovie et à Tilsitt, à l'été de 1807 et Talleyrand parlera de l'importante affaire, « conséquence raisonnable de son système » que l'Empereur devrait bientôt régler. Les témoins de son attitude ne manquent pas : Mme de Rémusat, à laquelle il faisait part de son désir de chasser les Bourbons de tous les trônes d'Europe, ce qui, à l'époque, était le dessein d'un Talleyrand étroitement impliqué dans l'exécution du duc d'Enghien ; Savary, futur ministre de la Police générale, mais aussi Pasquier, Méneval, le duc de Broglie, abondent dans le même sens. Et si le prince de Bénévent s'employa habilement à faire disparaître dans le chaos de 1814, toutes les lettres qu'il adressa à Napoléon sur ce sujet, il reste cependant quelques documents qui prouvent que son implication dans cette sinistre affaire ne fait aucun doute.

En effet, à l'automne de 1807, il est au centre des pourparlers qui, à Fontainebleau, aboutissent à la conclusion, le 27 octobre, d'un traité avec l'Espagne, lequel prévoit une intervention militaire française dans la péninsule ibérique pour y imposer le système impérial. En même temps qu'une belle gratification offerte par Godoy, soulagé de s'en être tiré à bon compte après ses manigances de l'avant l'éna, Talleyrand, décidément rentré en faveur, reçoit alors les attributions d'archichancelier d'État que le prince Eugène, beau-fils de Napoléon et vice-roi d'Italie, titulaire de ces fonctions, ne peut exercer. Voilà le prince de Bénévent chargé de la présentation des ambassadeurs et de la conservation des traités, tâches hautement honorifiques de la diplomatie.

On connaît le scénario véritablement calamiteux de l'entrevue de Bayonne entre Napoléon et les souverains espagnols. On attira d'abord les deux clans de la famille royale, celui de Charles IV et celui du prince Ferdinand. Le 5 mai 1808, fortement ébranlés par la nouvelle de l'insurrection sanglante du 2, à Madrid, le malheureux roi, la reine et leur fils s'entredéchirent au cours d'une scène violente ; Ferdinand renonce alors à la couronne d'Espagne ; Charles IV, rentré dans ses droits, les cède à Napoléon qui accepte aussitôt. L'empereur des Français était arrivé à ses fins. Il avait réussi à mettre la main sur l'Espagne, ce qu'il désirait depuis longtemps, puisque, dès le 27 mars, il avait proposé le trône de Charles-Quint à son frère Louis, qui avait d'ailleurs refusé. Dans cette basse et criminelle intrigue, le maître et le serviteur s'étaient partagé les rôles. Le prince de Bénévent s'empressa d'ailleurs de congratuler Napoléon en termes emphatiques :

« Tout le monde admire ici la marche que les événements ont prise, marche si heureuse qu'il était impossible d'espérer davantage. Le vulgaire même se montre bien persuadé que ni celui qui s'est laissé précipiter du trône, ni celui qui a tenté de s'y asseoir, ne peuvent prétendre maintenant à y remonter et qu'ils s'en sont exclus l'un par sa faiblesse, l'autre par sa violence ». (Paris, le 8 mai 1803)

Il s'agissait à présent d'assumer la charge des membres de la famille royale d'Espagne, Napoléon s'y était engagé. Le 9 mai, il informe Talleyrand qu'il a décidé d'installer les princes Ferdinand, Don Carlos, son frère et leur oncle Don Antonio, frère de Charles IV, au château de Valençay. Le prince de Bénévent obtempère. Le 18 mai 1808, les princes arrivent et s'installent en ces lieux qu'ils ne devaient pas quitter pendant près de six années. Il fallait assurer leur service et leur distraction. Les instructions de Napoléon à Talleyrand étaient très claires à ce sujet :

« Le prince des Asturies, l'infant Don Antonio, son oncle, Don Carlos, son frère, seront mardi à Valençay. Soyez-y lundi au soir. Mon chambellan Tournon s'y rend en poste, afin de tout préparer pour les recevoir.

« Faites en sorte qu'ils aient du linge de table et de lit, de la batterie de cuisine...

« Je désire que ces princes soient reçus sans éclat extérieur, mais honnêtement et avec intérêt et que vous fassiez tout ce qui sera possible pour les amuser. Si vous avez à Valençay un théâtre, et que vous fassiez venir quelques comédiens, il n'y aura pas de mal.

« Vous pourriez y amener Mme de Talleyrand avec quatre ou cinq femmes. Si le prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme, cela n'aurait aucun inconvénient, surtout si on en était sûr...

« Quant à vous, votre mission est assez honorable ; recevoir chez vous trois illustres personnages pour les amuser est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang ». (Bayonne, 9 mai 1808)

Il fallait surtout assurer la garde des princes. En effet, l'Espagne s'était soulevée. Une guerre atroce conduite à la fois par des armées régulières et le peuple commençait. La capitulation du général Dupont à Baylen, le 22 juillet 1808, allait entraîner des mesures de surveillance plus drastiques envers les prisonniers de Valençay.

A cet égard, le ministre de la Police générale, qui fut Fouché jusqu'en juin 1810, puis le général Savary, duc de Rovigo jusqu'en 1814, recevait des rapports circonstanciés qu'il mettait régulièrement sous les yeux de l'Empereur. Ces rapports provenaient de divers agents. D'abord du préfet de l'Indre, Gilles Prouveur de Pont de Grouard qui administra le département de 1804 à 1814. Puis, du préfet du Loir-et-Cher qui fut d'abord Louis-Antoine Chicoilet de Corbigny auquel succéda en 1811 Beltrame Cristiani de Ravaran. Mais ce dernier n'était pas sur son territoire et le ministre de la Police le pria sèchement, à la fin de 1810, de ne plus se mêler de ce qui se passait à Valençay. Le préfet de l'Indre se rendait régulièrement au château et recevait lui-même des renseignements des agents qu'il y avait placés.

Le gouverneur du château était naturellement chargé d'informer le ministre. Cette fonction fut d'abord exercée par Charles Philippe Alexandre d'Arberg, qui était belge d'origine et chambellan de l'Empereur. Il conserva son poste jusqu'au début de 1810. Il sera remplacé par Pierre Berthémy, un des officiers d'ordonnance de l'Empereur, qui demeura à Valençay une petite année et eut pour successeur un officier de gendarmerie, le capitaine Reiset. Celui-ci eut le bonheur de plaire aux princes et, malgré sa nomination de chef d'escadron et de prévôt en Illyrie à l'automne de 1811, fut maintenu en place à la demande du préfet.

Assignés à résidence dans cette splendide demeure que Bonaparte aurait fortement conseillé à Talleyrand d'acheter pour y recevoir brillamment le corps diplomatique, les princes d'Espagne y vivaient, servis par une maison dont la composition varia très fréquemment. Au début, la suite espagnole proprement dite devait

compter environ une cinquantaine de personnes. Le gouverneur d'Arberg en renvoya trente-deux en Espagne, ne conservant sur place qu'une douzaine d'individus. On regretta dans le pays tous ces Espagnols qui y faisaient beaucoup de dépenses. On pourvut à des remplacements partiels ; on choisit souvent des Français capables de fournir des renseignements. On n'évoquera que quelques figures d'employés qui se signalèrent à divers titres.

Le marquis de Guadalcazar exerçait les fonctions de chambellan du prince Ferdinand. Il épousa, en septembre 1808, une demoiselle Godeau d'Entraigues, membre d'une notable famille du voisinage. Dès le mois de décembre, pour une raison qu'on ignore, la princesse de Bénévent exigea que la marquise de Guadalcazar quittât le château, ce qui contraria fort les princes. En avril 1809, le ménage fit partie du groupe d'Espagnols envoyés à Auch pour être dirigés sur l'Espagne. Le marquis devait mourir à Madrid. Deux ans plus tard, Mme d'Entraigues se vit refuser par le capitaine Reiset l'entrée du château où elle s'était rendue pour présenter aux princes son petit-fils, âgé d'un an.

On citera encore le marquis d'Ayerbé qui était à la fois intendant et chambellan. Il semble disparaître de la scène du théâtre domestique d'une manière aussi rapide que discrète pour laisser le premier rôle à Jean d'Amezaga.

Qui était ce personnage dont le nom est si souvent mentionné dans les rapports de police ? C'était le neveu de Juan de Escoïquiz, archidiacre et chanoine de Tolède, ancien précepteur et confident du prince des Asturies, Ferdinand, qui avait joué un rôle important au cours des événements violents qu'avaient vécus la famille royale d'Espagne en l'année 1807-1808 et lors des conférences organisées à Bayonne. Le chanoine séjournera à Valençay en 1809. Il sera soupçonné de pousser les princes à s'insurger contre la situation qui leur était faite. Mais ses manœuvres, s'il y en eut véritablement, tourneront court et il prendra rapidement congé, ayant été fortement poussé vers la sortie par son propre neveu, d'Amezaga.

Ce dernier avait le titre de grand écuyer des princes sur lesquels il eut longtemps de l'influence. Ancien négociant dans son pays, il avait fait faillite avant d'entrer à leur service; cette nouvelle situation lui permettait de secourir sa famille, restée en Guipuscoa. En juillet 1810, Mme d'Amezaga accoucha d'un enfant (qui ne vécut d'ailleurs pas) que le prince Ferdinand porta sur les fonts baptismaux (Mme d'Arberg, représentée par la fille aînée de d'Amezaga fut la marraine). Il s'occupait activement des questions d'intendance et entretenait de bons rapports avec le préfet du Loir-et-Cher qui lui avait fourni un secrétaire en la personne de l'officier retiré d'Anthenac qui ne resta d'ailleurs pas longtemps à son service.

Jean d'Amezaga fut éloigné de Valençay au cours de l'année 1811, sans doute à la fin du printemps. Son discrédit était alors au plus haut. On évoquera plus loin certaines raisons de son renvoi. En août de la même année 1811, apparaît un nouvel intendant dont on ne sait rien, M. Fleury.

Outre des valets de chambre, notamment Moreno, sorte d'homme de confiance du prince Ferdinand, exerçaient un service à Valençay deux médecins français, Fournier et Vuillez, ainsi qu'un aumônier, désigné par l'archevêque de Bourges, l'abbé Gaillard, qui plaisait beaucoup aux princes. Malheureusement, un ordre de Napoléon éloignera le médecin Fournier et l'abbé Gaillard à la fin de 1810, ce qui parut affliger les hôtes forcés du château.

L'humeur des trois princes préoccupait beaucoup la police impériale qui redoutait de les voir s'abandonner à un état dépressif qu'elle jugeait dangereux par les éventuelles conséquences qu'il pouvait entraîner. Cependant, cette existence relativement monotone, dans un environnement limité, peuplé d'un nombre réduit de personnes, devait générer des tensions que la moindre contrariété exacerbait. Aussi, n'est-il pas étonnant de voir surgir d'innombrables querelles domestiques dont la vis comica masque mal le drame vécu par celui qui régnera un jour sur l'Espagne, le futur Ferdinand VII. On essaiera d'évoquer, en partie seulement, cette suite de différends dans lesquels les questions d'intérêt se mêlent aux petites intrigues, les soupçons aux calculs, les éclats aux effusions. Comme cette succession de conflits échappe à toute logique, on se contentera de suivre un ordre à peu près chronologique.

Dressé à la stricte étiquette espagnole, le prince Ferdinand se plaignait fréquemment du manque d'égards de certains officiers. Il n'aimait pas le gouverneur Berthémy auquel il reprochait l'inconvenance de sa tenue, de ses discours et de ses manières, notamment sa façon peu discrète de contrôler le courrier, ni l'adjutant

du palais Boutrey qui aurait impudemment déclaré que la place des princes était dans un cul de basse fosse. Le renvoi de ce dernier était réclamé et fut obtenu. Berthémy, de son côté, ne supportait guère l'arrogance de d'Amezaga ; il s'opposa à plusieurs reprises à ses déplacements qu'il trouvait trop fréquents ; le capitaine de la gendarmerie de l'Indre, lui-même, avait exigé le départ de l'écuyer-intendant. Ces dissensions de l'été 1810 eurent une certaine ampleur puisqu'on renvoya un maître d'hôtel, quatre cuisiniers, le secrétaire d'Anthenac. L'abbé Gaillard lui-même perdit la confiance des princes.

Le 29 août 1810, pour la première fois, mention est faite d'une scène violente entre le prince Antoine et d'Amezaga. En présence de ses deux neveux, le prince a traité l'intendant de « Godoy, prince de la Paix », injure suprême pour désigner un traître. On ignore la raison de cet éclat. Nouvelle scène, le 21 octobre, cette fois entre le prince Don Carlos et d'Amezaga qui a protesté de sa loyauté. Un mois plus tard, une troisième querelle éclate entre les mêmes protagonistes. Le prince Ferdinand informe alors le préfet de l'Indre : il a fait des reproches à d'Amezaga sur son luxe et ses dépenses ; l'intendant a menacé de se retirer et a demandé un certificat sur sa bonne conduite et sur son congé, disant qu'il en avait besoin pour l'Empereur qui l'avait placé à Valençay ; on lui a répondu qu'on ne le renvoyait pas, qu'il pouvait rester à condition de ne pas prétendre agir en maître ; que des bruits fâcheux couraient en ville sur les fréquentes visites du gouverneur à Mme d'Amezaga ; celle-ci en parla au gouverneur ; Berthémy s'en prit à d'Amezaga, affirmant qu'il continuerait d'aller chez lui pour ne pas donner prise aux rumeurs. Mme d'Amezaga, très piquée, voulait partir. Le prince Ferdinand avouait son embarras au préfet de ce que leur intendant prétendait avoir des ordres du gouvernement.

A la suite de ces accusations, d'Amezaga fit porter dans l'appartement du prince Don Carlos les meubles, bijoux et autres objets qu'il avait achetés et dont l'acquisition avait été blâmée. Il présenta ses comptes qui firent apparaître des dépenses exagérées. Les princes consentirent à oublier le passé et exigèrent qu'à l'avenir toute dépense fut faite avec leur autorisation.

Malheureusement pour l'intendant, à la suite d'un voyage qu'il fit à Paris en janvier 1811, la somme mensuelle que les princes recevaient du gouvernement fut amputée de 36 000 francs. Le prince Ferdinand s'emporta violemment contre d'Amezaga qu'il accusa d'être à l'origine de cette réduction, refusant, disait-il bien haut, trop haut, peut-être, de croire au manque de loyauté de l'Empereur.

Les sautes d'humeur des princes étaient fréquentes, ce qui n'avait rien d'étrange dans la situation où ils se trouvaient. L'infant Don Antonio, frère du roi d'Espagne Charles IV, tomba même assez gravement malade. Corpulent et gros mangeur comme la plupart des Bourbons, il fut pris dans le cours de l'année 1813 de nombreuses crises de vomissements accompagnées de fièvre qui donnèrent de l'inquiétude à ses neveux ; ces derniers firent célébrer à son intention plusieurs messes à la paroisse et y assistèrent. Le prince Ferdinand, quant à lui, souffrait de la goutte dont une crise l'immobilisa quelque temps au printemps de 1812. Il avait déjà été gravement malade en 1811 et son médecin avait craint une apoplexie.

Malgré la beauté du cadre, les princes n'appréciaient guère Valençay. Au début, ils crurent assez longtemps que leur séjour, « triste et incommode », selon les termes du prince Ferdinand, n'y serait que temporaire et que l'Empereur leur offrirait une résidence à Paris ou dans la région parisienne pour y passer la moitié de l'année. Mais Napoléon se refusait à rapprocher ses illustres prisonniers des lieux de pouvoir établis à Paris, Saint-Cloud ou Fontainebleau. Cependant les princes consentaient, à la rigueur, à rester à Valençay à condition de pouvoir passer les hivers dans une ville, Châteauroux ou autre. Ils projetèrent alors d'acheter le château pour la somme de 4 millions. C'était au début de 1810, lorsqu'on parlait d'un possible mariage du prince Ferdinand avec une fille de Lucien Bonaparte. Puis les choses évoluèrent rapidement. L'intendant d'Amezaga entra en rapport avec le préfet du Loir-et-Cher pour l'acquisition éventuelle de la terre de Ménars, aux environs de Blois. Mais, malgré de nombreux pourparlers, le projet n'eut aucune suite et sombra en même temps que le crédit de d'Amezaga. Notons que la terre de Ménars sera achetée par le maréchal Victor, duc de Bellune, en 1811.

Talleyrand, qui ne perdait pas de vue ses intérêts, saisit l'occasion pour proposer aux princes un acte de location du château, en juillet 1811. Mais ces derniers ne voulaient pas d'un bail en forme, car ils ne savaient pas combien de temps ils résideraient à Valençay, et préféraient verser une indemnité. L'affaire en resta là. Ce flou ne les empêchait pas, pour s'occuper, d'entreprendre des travaux, le prince de Bénévent ayant, pour sa part, fait suspendre en septembre 1810, ceux qu'il avait entrepris en omettant, d'ailleurs, de payer les ouvriers !

En 1811, en effet, on signale la construction d'un bassin dans un parterre. C'est l'occasion d'un différend avec Goulet, l'intendant de Talleyrand, qui aurait refusé du ciment. La même année, le prince Ferdinand fait construire une serre dans le jardin et le même Goulet refuse de livrer le bois vendu à cet effet.

L'année suivante, après l'achat d'une machine pneumatique et électrique, les princes qui s'amuse à faire des expériences, entreprennent de faire construire un laboratoire de chimie. D'autres travaux, dont on ne précise pas la nature, sont en cours ; quinze ouvriers y sont employés auxquels les princes donnent, par charité, 16 sous par jour au-dessus des salaires d'usage. En 1813, le prince Antoine, malgré sa maladie, et

la situation catastrophique de la France napoléonienne, décide la formation d'un nouveau jardin.

Dans ce petit monde clos, il fallait bien, en effet, trouver les moyens de surmonter une mélancolie récurrente en organisant des distractions. Certes, les princes avaient de la religion et, sans vouloir préjuger des intentions, cela dut leur être d'un grand secours. Cette ferveur, toute espagnole, inséparable de l'éclat extérieur du culte, devait faire ricaner des geôliers français qui avaient perdu tout sens du sacré. Et parce que cela faisait partie de leur identité propre, ces princes catholiques intégraient leurs exercices de piété dans le déroulement de leur vie. Ils eurent un aumônier, parfois deux pour la période pascale. En 1812, le gouverneur du château rapporte qu'ils firent maigre pendant tout le Carême et passèrent la Semaine Sainte à prier jour et nuit. Par quelle aberration avait-on alors acheté pour leur bibliothèque les oeuvres complètes de Voltaire et Rousseau, auteurs interdits en Espagne avant l'invasion française ? En brûlant ces livres de deux auteurs violemment anti-catholiques, les princes ne se rendaient nullement ridicules, mais accomplissaient un geste chargé de sens qui les rétablissait dans leur dignité, entamée par la maladresse et l'ignorance des fonctionnaires impériaux. La prise en compte des données représentatives par la recherche historique depuis plus de vingt ans permet d'évaluer avec plus d'exactitude la portée réelle d'un tel acte et de mesurer la gravité des erreurs de Napoléon et de son administration.

Diverses occupations venaient rompre l'uniformité d'une existence confinée. Les promenades à pied ou en voiture, les visites (par exemple à la forge de Luçay, au château de La Moustière), les exercices de tir, la chasse pour le prince Antoine, vrai Bourbon à ce point de vue, l'achat d'armes précieuses (en juin 1811, pour orner un cabinet, les princes reçoivent deux nécessaires à pistolets de la fabrique de Versailles, deux fusils faits par Lepage, fournisseur de Napoléon, et un sabre magnifique destiné au prince Ferdinand). L'organisation de fêtes leur fournit également des distractions.

Les princes donnèrent, en effet, de très belles fêtes jusqu'au milieu de l'année 1811. Ils y renoncèrent ensuite pour des raisons d'économie, du moins en apparence. Le 6 avril 1810, on fêta le mariage de l'Empereur. Le 15 août de la même année, eut lieu une pompeuse célébration de la fête de l'Empereur, avec dîner, illumination et concert. Le 25 août suivant, ce fut la célébration de la fête de l'Impératrice, avec salves d'artillerie, parade, grand-messe, banquet, promenade des princes avec une garde d'honneur, puis spectacle, feu d'artifice et illuminations. Le 13 juin 1811, une nouvelle fête de deux jours marqua la naissance du roi de Rome : salves d'artillerie, mariage d'une jeune fille dotée de 800 fr. par les princes, prise d'armes de la garnison, Te Deum, messe, banquet, promenades, feux de joie, danses et illuminations ; toute la journée les princes furent en habits de cérémonie avec le grand cordon de la Légion d'honneur. On fêtait également leurs anniversaires.

Tout cela se déroulait sous haute surveillance, il ne faut pas l'oublier. La Police générale se préoccupa toujours de savoir si les princes étaient informés des divers événements politiques et militaires de l'Europe et même de l'Amérique espagnole. Cependant, au moins jusqu'en 1812, il fut difficile d'être renseigné sur leurs dispositions véritables. Leurs domestiques, qui circulaient dans le pays, devaient recueillir des nouvelles qu'ils transmettaient sans doute à leurs maîtres. Mais ces derniers dissimulaient. En 1811, des bruits coururent sur des tentatives d'enlèvement du prince Ferdinand ; celui-ci offrit de cesser ses promenades si cela portait ombrage. Un changement s'opéra en 1812, année de graves échecs militaires français en Espagne, notamment la défaite de Marmont aux Arapiles le 22 juillet et l'évacuation de l'Andalousie ordonnée par le roi Joseph en août.

Sans émettre le moindre commentaire, ils parurent préoccupés. Au mois de décembre, ils témoignèrent leurs regrets du désastre de Russie. En janvier 1813, était publié un manifeste du Tsar reconnaissant la légitimité de Ferdinand VII. La surveillance se renforça à Valençay. Mais la plus grande tranquillité continuait de régner au château. Le 14 octobre, on fêta même l'anniversaire du prince Ferdinand ; il y eut cercle et concert. A la fin de l'année, cependant, ils ne purent dissimuler plus longtemps leur satisfaction de la tournure des événements.

Dès juin 1813, à Dresde, après la campagne de Saxe, le maréchal Soult, qui connaissait bien les réalités ibériques, avait suggéré à Napoléon de régler l'affaire espagnole en rétablissant Ferdinand VII pour mieux assurer la défense de la France déjà fortement menacée. Le 3 novembre 1813, le même maréchal qui défendait pied à pied le Midi de la France contre l'invasion de l'énorme armée anglo-ibérique, avait écrit à Napoléon pour lui conseiller de nouveau de rétablir le prince dans ses droits. Ce sera l'objet du traité de Valençay, signé les 10-11 décembre.

La Police générale se désintéressa désormais des princes. La France était envahie et on avait d'autres soucis. S'il est vrai qu'en partant, Ferdinand VII, anxieux malgré tout, demanda au curé de la paroisse : « Priez Dieu que nous ne regrettions jamais Valençay », on peut remarquer qu'il se gardait de tout

triumphalisme à la veille de régner sur une Espagne ruinée, déchirée à la fois par l'invasion et la guerre civile et qui avait été contaminée par ces idées nouvelles pour lesquelles le prince nourrissait une exécration que l'enfermement et la vie monotone de Valençay n'avaient pas diminuée, comme la suite devait le montrer.

*Nicole Gotteri*

[www.napoleonwhatnews.com](http://www.napoleonwhatnews.com)

*Archiviste-paléographe, Ancien membre de l'École française de Rome, Docteur en Histoire, Conservateur en chef honoraire du Patrimoine, chargée principalement des archives du Consulat et de l'Empire.*

*Auteur de nombreux articles sur la période et de plusieurs ouvrages, notamment :  
Grands dignitaires du Premier Empire, 1989.*

*Le maréchal Soult, biographie publiée en 1991 et entièrement refondue en 2000. Bernard Giovanangeli, éditeur.*

*La Police secrète du Premier Empire (7 volumes). Champion*

*La campagne de Suisse en 1799. "Le choc des géants". Bernard Giovanangeli éditeur, 2003.*

